



Dépêche n° 725874

Habitat / Urbanisme - Urbanisme et Aménagement

Par: Anaëlle Penche - Publiée le 04/02/2025 à 18h22

[Lien dépêche](#)

🕒 4 min de lecture

A usage unique de : **Olivier FRAISSEIX**

Comme président de l'Anru, Patrice Vergriete veut "remettre la rénovation urbaine sur le devant de l'agenda politique"

Le maire de Dunkerque a inauguré sa nouvelle casquette de président de l'Anru, à l'occasion d'un premier déplacement dans le centre-ville et le quartier du Franc-Moisin de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), mardi 4 février 2025. Une fonction essentiellement politique, selon lui. "Mon travail en tant que président de l'agence, c'est de mettre tout le monde d'accord pour avancer plus loin", notamment vers un troisième programme, et de "remettre les quartiers prioritaires de la politique de la ville et le renouvellement urbain sur le devant de la scène et sur le devant de l'agenda politique".

Pour son premier déplacement en tant que président de l'Anru, quatre jours après sa nomination ([lire sur AEF info](#)), Patrice Vergriete a choisi d'arpenter les rues du centre ancien et du quartier NPNRU du Franc-Moisin de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), mardi 4 février 2025. L'établissement public territorial Plaine commune dispose de "la plus grosse convention NPNRU de France avec 13 opérations dans huit villes (1) et 2,8 milliards d'euros d'investissements cumulés", indique le maire (PS) de Saint-Denis, Mathieu Hanotin, qui préside également l'EPCI. "Ces investissements vont connaître une pente ascendante colossale en 2026, 2027 et 2028", insiste l'édile face au président de l'Anru, estimant qu'il y a "un vrai sujet sur la capacité à faire des collectivités territoriales".

Des projets comme ceux portés dans le cadre de l'Anru "ne marchent que si les élus locaux les portent", approuve celui qui est aussi maire de Dunkerque (Nord) et qui se dit "ravi" de prendre la présidence de l'agence, dont il avait "vraiment envie". "J'arrive à un moment charnière" de l'histoire de l'Anru alors que le NPNRU, "bien avancé", doit s'achever en 2031 et que la réflexion sur un Anru 3 est déjà lancée, rappelle-t-il.

Construire la ville de demain

Commanditaire du rapport sur l'avenir du renouvellement urbain lorsqu'il était ministre du Logement ([lire sur AEF info](#)), Patrice Vergriete s'est déjà entretenu du sujet avec l'actuelle locataire du poste, Valérie Létard, qui lui a confirmé le dévoilement prochain des conclusions. S'il a ses idées sur la question, ce ne sont pas elles qui comptent, tranche-t-il : "mon travail en tant que président de l'agence, c'est de mettre tout le monde d'accord pour avancer plus loin" et de "remettre les quartiers prioritaires de la politique de la ville et le renouvellement urbain sur le devant de la scène et sur le devant de

l'agenda politique". Tout juste lâchera-t-il que, pour lui, "l'Anru n'est pas un laboratoire mais la construction de la ville de demain, une ville durable, inclusive..." Le maire de Dunkerque a aussi présidé France ville durable, de 2020 à 2023.

Sur la base des réflexions portées par les trois auteurs du rapport (dont la directrice générale de l'agence, Anne-Claire Mialot), il faudra ensuite mener des échanges avec les partenaires sociaux, les bailleurs sociaux, l'État et les collectivités territoriales "pour voir vers où on veut aller pour y aller vite", poursuit Patrice Vergriete. Pour cela, il entend aussi s'appuyer sur les 400 maires concernés par la rénovation urbaine et qui sont "en capacité de se mobiliser" pour se faire entendre et obtenir une suite au NPNRU. "Il faut construire une vision partagée du renouvellement urbain et la porter collectivement", résume l'ancien ministre du Logement qui doit rencontrer prochainement, dans le cadre de ses nouvelles fonctions, l'USH, Action logement et les élus locaux.

"Il y a urgence" pour Mathieu Hanotin

Car il y a urgence, insiste Mathieu Hanotin. "La première urgence, c'est la sécurisation des crédits apportés par l'État pour financer l'Anru", avance l'édile, qui insiste sur les "très vives inquiétudes" suscitées par les débats budgétaires au Parlement cette année. Ceux-ci ont finalement abouti à l'inscription, dans le projet de loi de finances pour 2025, de crédits à hauteur de 50 millions d'euros (soit la même somme qu'en 2024) pour l'Anru ([lire sur AEF info](#)). Aujourd'hui, "nous ne pouvons plus reculer" après tous les efforts et l'accélération des projets, qui ont été demandés aux élus locaux, ajoute encore Mathieu Hanotin, qui demande une "sécurisation" des financements État pour l'Anru à travers une loi pluriannuelle.

"La deuxième urgence, c'est la question de l'avenir de l'agence" et d'un éventuel troisième programme. "Il faut prendre une décision cette année pour qu'il n'y ait pas de coup d'arrêt" entre les deux programmes, comme cela a pu être le cas entre le PNRU et le NPNRU. Qu'il s'agisse d'un Anru 3 ou d'un "Anru perpétuel", "quelle que soit la forme que cette nouvelle intervention prendra", Mathieu Hanotin appelle de ses vœux un élargissement des sujets traités par l'agence à la réhabilitation de l'habitat privé indigne – "car nous n'y arrivons pas avec les seuls crédits de l'Anah" – et à une réflexion sur la question de "l'urbanité dans sa globalité". "Il faut mettre les espaces publics au cœur de cet Anru 3 et penser au-delà de l'échelle du logement". Des réflexions que le maire de Saint-Denis a notamment portées dans son rapport sur l'accélération de la lutte contre l'habitat indigne, préparé avec la maire de Mulhouse Michèle Lutz et remis à Patrice Vergriete lorsqu'il était ministre du Logement ([lire sur AEF info](#)).

La loi du 9 avril 2024 visant à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement a créé de nouveaux outils pour faciliter les interventions des collectivités pour accélérer le traitement des îlots insalubres. Maintenant, "il faut des moyens" financiers supplémentaires, plaide Mathieu Hanotin. La ville de Saint-Denis a déjà traité, avec l'aide de la Soreqa (la société publique d'aménagement du grand Paris spécialisée dans le traitement de l'habitat indigne), 14 des 35 îlots insalubres de sa commune mais parfois au prix d'acquisition lot par lot sur plus de vingt ans.

AEF info est un **groupe de presse professionnelle numérique et organisateur d'évènements**. AEF info produit tous les jours une information de haute qualité qui mobilise une équipe de **80 journalistes** spécialisés permanents à Paris et en régions.

C'est un outil de travail, d'aide à la décision, d'information et de documentation utilisé tous les jours par plus de **20 000 professionnels et 2 000 organisations abonnées** (médias, institutions, collectivités territoriales, entreprises, fédérations, syndicats, associations).

5 SERVICES D'INFORMATION, 18 DOMAINES ET 2 HEBDOS

Les cinq services d'information spécialisés d'AEF info diffusent (Social RH, Enseignement Recherche, Développement durable, Habitat & urbanisme, Sécurité Globale) à leurs abonnés un service d'information continue par courrier électronique et via